

Les nouveaux enjeux de l'accès aux droits « De l'étude à l'action »

27 Septembre 2018



De l'étude à l'action

L'accès aux droits : quelles perspectives d'actions coordonnées ?

Présentation :

Anne Foussat, Animatrice de l'Observatoire départemental des données sociales (ODDS)

Hervé Sebille, Directeur Académique adjoint des services de l'Éducation Nationale (DSDEN)

Claire Gaultier, Chargée de missions statistiques, Direction Offre de service Supports et Pilotage Métiers, Cnav Ile-de-France

Benoît Oudin, Chef de Service de l'Observatoire départemental, Direction de la stratégie, de l'organisation et de l'évaluation (DSOE), Département de la Seine-Saint-Denis





1/1 Contexte : L'accès aux droits, un enjeu de cohésion sociale et territoriale déterminant en Seine-Saint-Denis

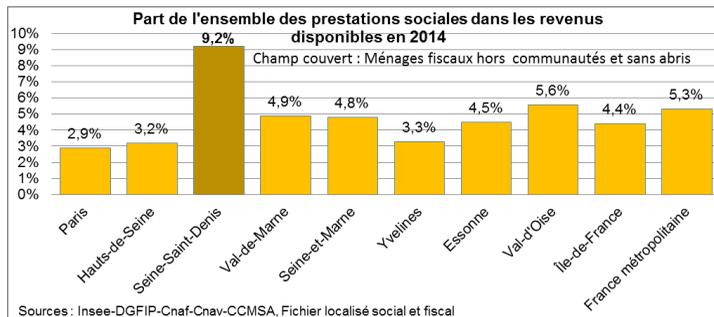
Des constats:

Sur le plan national, en 2016, 36 % de non recours au RSA (Ass. Nat.) et 1 jeune sur 5 qui ne bénéficie pas des prestations auxquelles il a droit. (ODENORE)

Le modèle social national s'enraye, alors qu'il est censé garantir la cohésion sociale et territoriale.

En 2014, en Seine-Saint-Denis le **taux de pauvreté** atteint **28 %** de la population (15,6 % en Ile-de-France)

En Seine-Saint-Denis, dans quelle mesure les habitants sont-ils concernés par le non recours aux droits sociaux ?

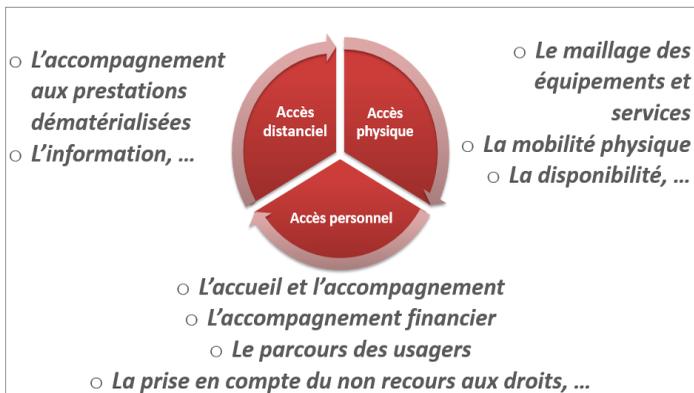


1/2 Contexte : L'accès aux droits est une notion polysémique qui renvoie à des enjeux d'adaptation des politiques publiques

De l'accès à l'accessibilité:

- l'accessibilité physique des lieux et la mobilité
- la compréhension linguistique
- la compréhension des dispositifs et du langage administratif
- la dématérialisation des services
- les perceptions
- les freins culturels
- ...

Une réponse des opérateurs en trois dimensions →

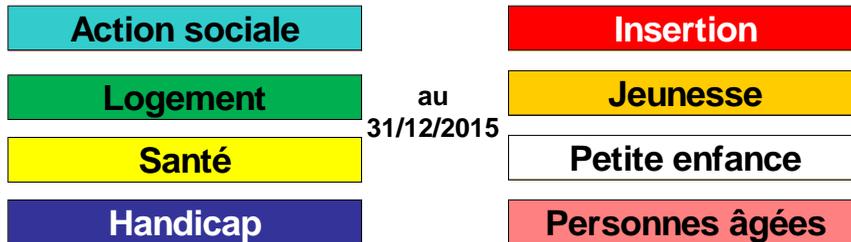




2 Une étude en 2 volets : les démarches et actions, les recours aux prestations sociales

Premier volet : **Un recensement et une analyse des actions et démarches pour l'accès aux droits**

Second volet : **Une analyse de taux de recours 27 prestations** réparties en **8 domaines d'action**



Des **effectifs de bénéficiaires** rapportés à des **populations éligibles**

Et **un recensement des lieux d'accueil physique**

Page 5



3/1 Résultats : Des démarches et actions similaires à coordonner pour un meilleur recours aux prestations

Les incontournables pour l'ouverture des droits, disposer :

- d'une **domiciliation**,
- d'un **accès et d'une maîtrise des outils numériques**

Mais aussi

- La connaissance des droits :**
- **Lisibilité** de l'offre de service
 - **Mobiliser les relais d'information**
 - « **Faire venir** » et « **Aller vers** »
- **Simplifier les procédures**
 - **Passer du droit quérable au droit portable** : demande et renouvellement

Des préoccupations récurrentes

- L'accompagnement :**
- dans les démarches
 - pour savoir faire
 - l'accueil,
 - l'approche globale des situations individuelles,...

Mettre en synergie des démarches institutionnelles

Page 6



3/2 Résultats : Le recours aux prestations sociales La petite enfance

- Le recours au **Complément de libre choix du mode de garde** est globalement corrélé au montant des revenus des familles et au taux d'emploi des parents. Exceptions : comparativement au taux d'enfants dont les deux parents travaillent, **Romainville**, un moindre taux de bénéficiaires **Neuilly-Plaisance**, un taux élevé de bénéficiaires.
- En PMI, pour les **suivis des femmes enceintes** et les **consultations de protection infantile** :
au **Bourget** et aux **Lilas**, un fort recours à la protection maternelle mais un moindre recours à la protection infantile
à l'**Île-Saint-Denis**, un taux de suivi des femmes enceintes nul alors que 60 % des enfants de moins de 6 ans sont suivis en PMI.

Page 7



3/3 Résultats : Le recours aux prestations sociales Les jeunes

- Le taux d'utilisation du **Pass'sport-loisirs** diffère fortement d'une commune à l'autre. Des explications :
 - *L'existence sur la commune d'un club sportif phare*
 - *Des conventions entre clubs de sport, ou lieux d'activités avec la Caf (versement l'aide en tiers payant)*
 - *Des politiques tarifaires municipales et associatives, en fonction de barèmes ou basée sur le quotient familial*
- Le recours au **fonds d'aide aux jeunes** semble particulièrement important à **Pantin** et aux **Lilas** et atteint le tiers des jeunes éligibles au **Pré-Saint-Gervais**.
Ces communes paraissent *disposer de structures d'accompagnement clairement identifiées dans un contexte de bénéficiaires potentiels restreint.*

Page 8



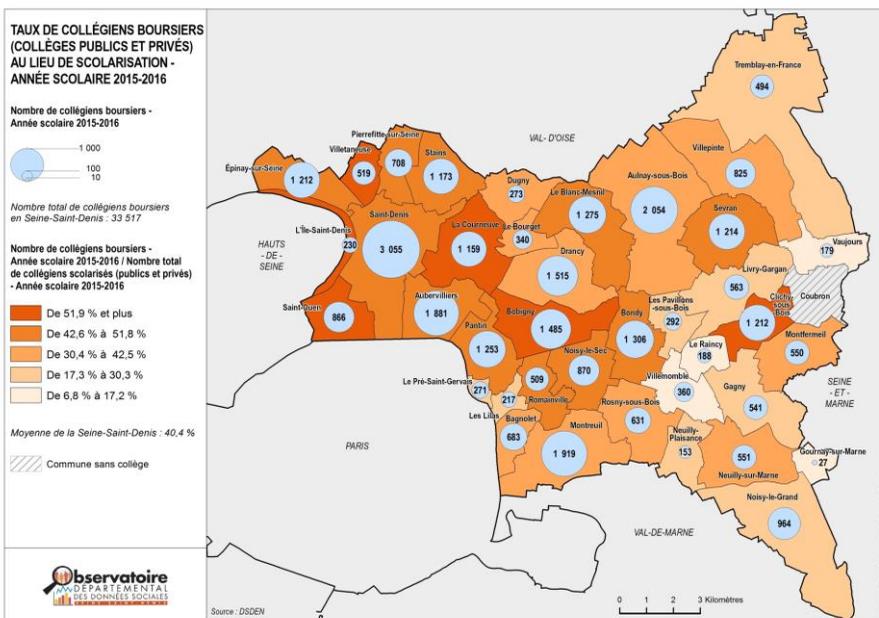
3/4 Résultats : Le recours aux prestations sociales Les adultes en situation de handicap et les retraités

Concernant les bénéficiaires de **l'Allocation adulte handicapé**, il serait utile d'explorer la déperdition entre les demandes, les droits accordés et les prestations versées.

Un taux élevé de recours aux prestations sociales liées à la dépendance (allocations personnalisées d'autonomie), et/ou qui constituent un revenu minimum (minimum vieillesse).
Un fort taux de couverture du **minima vieillesse** à **Aubervilliers** : **9,7 % des 60 ans ou plus** dans un contexte de grande précarité. Avec un taux de pauvreté similaire, à **Clichy-sous-Bois**, la part de personnes couvertes est **inférieure de près de 3 points**.

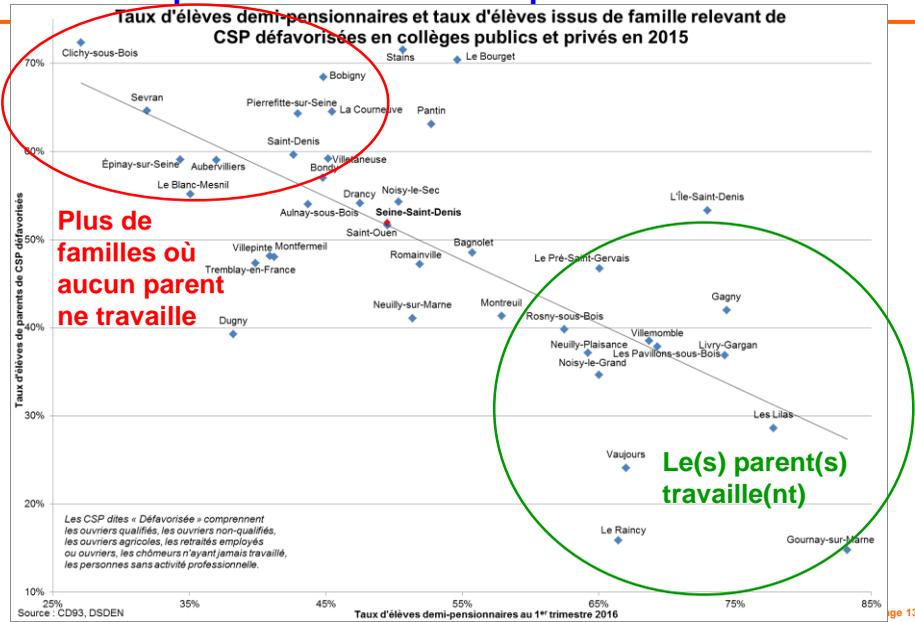


4/1 Focus : Le taux de recours aux bourses des collégiens





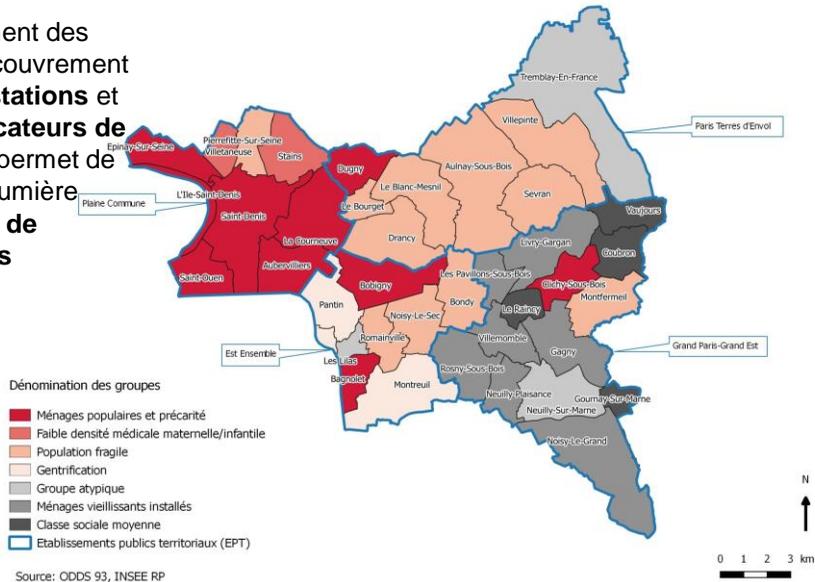
4/4 Focus : Les demi-pensionnaires des collèges publics et l'aide départementale à la demi-pension



5/1 Synthèse : Un regard croisé aboutissant à une typologie de communes en 7 classes

Typologie des communes de Seine-Saint-Denis

Le croisement des taux de recouvrement de 25 prestations et de 20 indicateurs de contexte, permet de mettre en lumière 7 groupes de communes





5/2 Synthèse : L'accueil physique, un incontournable pour faciliter le recours aux droits

ACCES AUX DROITS SOCIAUX

Les acteurs / dispositifs « experts » et d'accompagnement individualisé

Les acteurs et dispositifs

- Agence de la CAF
- Agence de la CPAM
- Agence Pôle Emploi
- Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH)
- Projet Ville RSA / CD93
- Quartier prioritaire de la politique de la ville

Les établissements publics territoriaux du Grand Paris

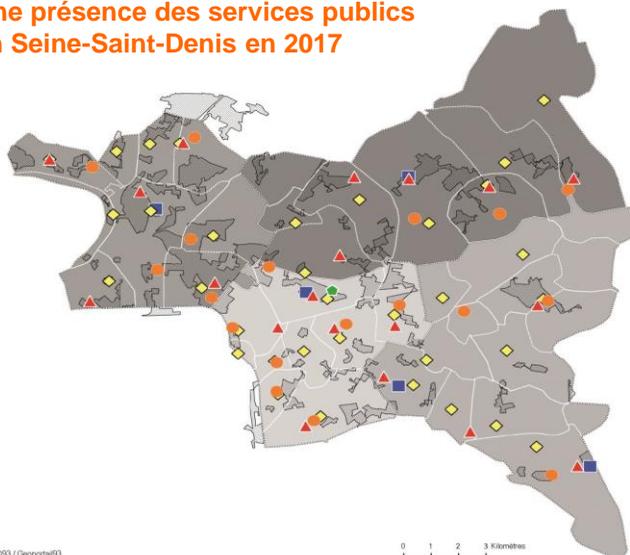
- Plaine Commune
- Est Ensemble
- Grand Paris Grand Est
- Paris, Terres d'Envol



LIBERTÉ • ÉGALITÉ • FRATERNITÉ
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Préfecture de la Seine-Saint-Denis
Direction Départementale de la Cohésion Sociale



Une présence des services publics en Seine-Saint-Denis en 2017



Source : CD93 / Geoportal93

© CC-BY / Damier / 2017

Page 15



Merci pour votre attention

Des synthèses et le portrait social sont téléchargeables sur le site <http://www.odds93.fr>
Courriel : contact@odds-93.fr

